



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

27 | 2010

Haïti : sortir de la dépendance humanitaire ?

« Aidez-nous à nous organiser ! » : au cœur de la société civile de Goma

Pierre Salignon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/humanitaire/896>

ISBN : 978-2-918362-45-6

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 19 décembre 2010

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Pierre Salignon, « « Aidez-nous à nous organiser ! » : au cœur de la société civile de Goma », *Humanitaire* [En ligne], 27 | 2010, mis en ligne le 19 avril 2011, consulté le 24 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/896>

Ce document a été généré automatiquement le 24 octobre 2022.

Tous droits réservés

« Aidez-nous à nous organiser ! » : au cœur de la société civile de Goma

Pierre Salignon

- 1 En octobre 2010, Pierre Salignon, directeur général à l'action humanitaire de [Médecins du Monde](#), s'est rendu dans la partie orientale de l'ex-Zaïre. Une véritable plongée au cœur d'une société civile locale qui n'a pas attendu les organisations internationales pour être active. Il en revient conforté dans cette conviction que ces dernières doivent savoir s'effacer tout en apportant leur soutien à ceux qui se mobilisent pour les problèmes qui les concernent.
- 2 On entend plus souvent parler de la région du Kivu, dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), pour les violences armées qui s'y déroulent sans cesse et les violences sexuelles dont sont victimes les femmes, que pour le dynamisme de sa société civile. C'est à croire que seuls les acteurs humanitaires de l'urgence seraient actifs pour répondre à cette crise sans fin qui secoue depuis des décennies une société décrite le plus souvent comme « déstructurée » et « sans avenir ». Cette représentation souvent véhiculée par nos médias est pourtant trop simpliste et bien éloignée de la réalité. Elle gomme trop rapidement le rôle essentiel et durable que jouent de nombreuses associations congolaises, plus ou moins bien organisées certes, mais bien actives sur le terrain, en particulier dans le champ de la lutte contre le Sida et des violences faites aux femmes. Car malgré l'instabilité politique locale et la pauvreté extrême, dans la ville de Goma, le tissu associatif est riche et militant, et ne demande qu'à se développer. Récit de quelques rencontres avec des personnages remarquables.

Seulement 12% de malades du Sida sous traitement ARV en RDC

- 3 Monsieur Jacques nous reçoit avec un grand sourire et une poignée de main chaleureuse. Il coordonne à Goma des associations congolaises de lutte contre le Sida. En tant que représentant de la plateforme FOSI (Forum Sida), il leur permet de mutualiser leurs maigres ressources et tente de faire entendre leur voix. Dans la salle

de réunion du bâtiment construit par Médecins du Monde, une quinzaine de représentants d'ONG congolaises sont assis dans l'attente de notre visite. Depuis 2002, Médecins du Monde leur apporte un soutien modeste mais essentiel pour leur permettre de mieux se structurer et de se dynamiser. Des formations sont dispensées et une aide matérielle apportée.

- 4 La réunion est importante car, depuis quelques semaines, les rumeurs sont nombreuses sur une réduction annoncée des quelques programmes de soins dispensés en faveur des malades du Sida dans la province de Goma. Raisons avancées : la possible baisse des fonds internationaux permettant l'accès aux médicaments antirétroviraux et l'absence de clarté sur les décisions prises à Kinshasa en matière de politique nationale de lutte contre le Sida.
- 5 Le tour de table nous permet de prendre rapidement conscience de la diversité des actions de prévention et de sensibilisation engagées dans la ville de Goma. Les populations cibles sont multiples : femmes travaillant sur les marchés publics, jeunes adolescents dans les écoles, étudiants, orphelins, filles mères abandonnées, jeunes scolarisés ou pas, pêcheurs du lac Kivu, routiers et motards, passagers de bus, travailleurs du sexe... Au total, plus d'une centaine d'organisations seraient recensées sur le Kivu, spécialisées dans la lutte contre le Sida et sa prévention, avec parfois des mandats un peu plus larges, comme les soins materno-infantiles. Certes leur taille est souvent très modeste et leur action dépendante de quelques militants passionnés, mais certaines, reconnues pour leur sérieux, commencent à recevoir directement quelques fonds de la part de bailleurs internationaux. En particulier, les dix organisations soutenues par Médecins du Monde depuis 2002, et qui se structurent autour de FOSI, témoignent d'avancées certaines sur leurs capacités de gestion, d'action et de programmation, tout comme sur le renforcement de leur plaidoyer au plan régional et national, en faveur des malades. « Papa Jacques », comme les participants l'appellent, souligne le dynamisme des associations pour renforcer les actions de prévention au quotidien. Il s'inquiète: « 9% des personnes éligibles aux ARV les reçoivent sur la province. Les listes d'attente s'allongent. Cela correspond à 3 400 personnes sous traitement seulement... ». En RDC, seulement 12% de malades recevaient un traitement ARV. Dans le centre de dépistage de MURARA soutenu MDM, la prévalence VIH parmi la population dépistée évolue entre 15 et 17%¹. « En dépistant, on prévient les risques de contamination. Mais si l'État congolais et le Fond mondial [de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Ndlr²] ne rendent pas les traitements disponibles plus largement, les gens vont continuer à mourir, chez eux, dans l'indifférence ». La politique de l'État congolais et des bailleurs n'est pas comprise. Il insiste : « Les loups ne se mangent pas entre eux, c'est pourquoi nous, les malades, devons nous organiser et faire entendre nos revendications ». Un voisin : « Où sont les millions de dollars injectés pour la lutte contre le Sida ? » Il s'interroge aussi sur toutes les ONG internationales présentes sur le Nord Kivu et qui concentrent leurs actions sur les urgences : « A trop se concentrer sur les urgences, on a mis de côté la prise en charge du VIH ainsi que les aides à la structuration de la société civile ». La dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure n'a fait que se renforcer, et il le regrette. Avec l'aide de MÉDECINS DU MONDE, FOSI bénéficie depuis 2010 d'un financement de plusieurs dizaines milliers d'euros de la part d'un bailleur international. Papa Jacques conclue : « Je reste optimiste, même si rien n'est facile. En huit ans, nous avons fait des progrès incroyables et nous deviendrons incontournables ». Quand nous nous quittons, rendez-vous est pris

avec une association du collectif pour assister à une session de sensibilisation de « travailleuses du sexe » dans un bar de la ville.

« Si demain les médicaments s'arrêtent, on est toutes mortes »

- 6 Madame Françoise est, elle, assistante sociale. Elle a réuni plus d'une trentaine de femmes qu'elle soutient dans l'arrière cours de son association UNIVIE (Union pour la Vie et contre le Sida) située le long de la route nationale qui traverse Goma du Nord au Sud. Toutes sont malades du Sida, sous traitement ARV pour la plupart. L'émotion est palpable. La petite communauté chante pour accueillir les visiteurs étrangers que nous sommes. Mais très vite, on nous interpelle. Toujours poliment, mais aussi fermement. « Vous avez promis que vous nous donneriez le traitement pour toute la vie... Mais on vient d'apprendre que l'association AMO CONGO ferme ses portes. Qui va nous soigner maintenant ? ». En fait cette association congolaise assistée directement jusqu'à maintenant par le Fond mondial, a reçu l'ordre des autorités de santé de réintégrer le suivi des 1 000 patients VIH, parmi lesquels 400 sous ARV, dont elle assume la charge depuis des années, dans les structures du ministère de la Santé qui bénéficie du soutien de Médecins du Monde. Faute d'anticipation par les autorités de Kinshasa, mais aussi par le PNUD (qui représente le Fond mondial sur le terrain), on a sous-estimé les conséquences de cette réintégration rapide dans un dispositif public déjà surchargé, et qui souffre déjà lui-même de ruptures de stocks régulières et d'un manque chronique de ressources. Le risque de rupture de soins et de confidentialité pour les patients est réel, et sans la mobilisation de ressources supplémentaires (ressources humaines, budget, actions décentralisées de soins), rien ne sera possible.
- 7 Une femme veut prendre la parole. Elle pleure. Toute l'assistance se met à pleurer. Elle remercie d'être en vie, de pouvoir retravailler, d'être digne et à nouveau respectée. Elle dit sa fierté de ne plus être stigmatisée et de pouvoir expliquer à ceux qui ne sont pas malades qu'avec le Sida on peut vivre et s'occuper de son foyer. Madame Françoise écoute. Quand elle parle, c'est avec une voix douce. Elle appelle ses troupes ici réunies à rester mobilisées et à ne pas se démotiver. Dans la foule on frappe dans les mains pour la soutenir. Elle demande à être entendue par les acteurs internationaux en Europe, à Genève ou ailleurs. « Aidez-nous à les convaincre. Aidez-nous à nous organiser ! ». Une autre femme, toute en rondeurs, se lève. Le silence se fait immédiatement. « Vous voyez ce cure-dent. Je n'étais pas plus grosse que ça il y a quelques mois. Regardez comment je suis aujourd'hui, forte à nouveau. Je travaille et prends soin des miens. Si demain les médicaments s'arrêtent, on est toutes mortes... » Billy, le responsable congolais de Médecins du Monde doit alors expliquer le travail que notre association souhaite poursuivre, à savoir le renforcement de son homologue et de son plaidoyer, tout en assurant le bon fonctionnement des deux services de délivrance des ARV de la ville de Goma. Nous disons aussi nos difficultés à mobiliser les bailleurs internationaux, et les responsabilités bien modestes qui sont les nôtres au regard des leurs et de celles de l'État congolais. Une note technique contenant des solutions pratiques a été adressée par les autorités locales de santé, avec l'appui des ONG, aux autorités centrales de Kinshasa. Nous sommes en attente de la réponse. Nous convenons ensemble que le combat est aussi politique à Goma, à Kinshasa, auprès des représentants du Fond mondial et du PNUD. L'assistance reste attentive. « Maman Françoise » conclue : « Les

patients doivent mieux s'organiser pour combattre et survivre ». Elle nous remercie pour l'aide que nous lui apportons, et quand nous partons, les chants reprennent et nous accompagnent jusqu'à notre véhicule. Sur la route du retour vers le bureau, nous n'échangerons aucune parole.

Christine souffre d'anémie

- 8 Nous retrouvons Maman Françoise un peu plus tard. Nous rendons visite à des patientes qui bénéficient du suivi à domicile de l'association UNIVIE en lien avec le Groupe d'aide à domicile (GRAM) soutenu par le réseau chrétien CARITAS. Dans le quartier bidonville de Kirere, nous découvrons dans une maison de tôles une femme qui nous attend, assise sur un banc en bois. Son corps maigre est recouvert d'une petite couverture rose. Christine dit avoir un peu plus de 50 ans. Très amaigrie, elle souffre d'anémie. Elle est sous ARV depuis 2005. Les boîtes de médicaments qu'elle reçoit une fois par mois sont posées sur une étagère à côté d'elle. Deux fois par mois, des volontaires d'UNIVIE lui rendent visite pour la soutenir aussi bien sur le plan social que moral, pour l'aider aussi à surmonter des difficultés pratiques dans le suivi de son traitement, à domicile ou parfois à l'hôpital. Christine vit avec sa petite-fille de 15 ans, elle-même malade du Sida. « Je m'en occupe seule » dit-elle à voix basse. On comprend que les parents de la jeune fille sont décédés. Avec les effets secondaires des médicaments, Christine n'arrive plus à sortir pour vendre dans la rue les beignets qui lui permettaient de gagner un peu d'argent. Si elle survit, c'est grâce aux seules associations de malades. Les murs intérieurs de la baraque sont tapissés de photos du Christ. Au sol, pas de tapis, ni de bois. Juste la terre encore imbibée des averses de la veille. Maman Françoise connaît bien Christine. La complicité est certaine. Quand nous quittons Christine l'orage menace.
- 9 Nombreux sont les malades qui, comme Christine, vivent à la périphérie de Goma dans un dénuement extrême. Sans l'intervention, même modeste, des associations de malades comme l'UNIVIE, ce serait encore pire. Mais dans sa misère, Christine a de la chance. Elle reçoit des ARV, ce qui n'est pas le cas de tous les malades.

Les travailleurs du sexe se mobilisent aussi

- 10 La nuit est tombée. Comme nous l'a suggéré le responsable du FOSI, un nouvel éclairage nous est donné sur les actions de prévention du VIH dans la ville de Goma. Dans le quartier populaire et pauvre de Katindo, les éducateurs de l'association AFEDI (Association des Femmes pour le Développement Intégral) nous donnent rendez-vous dans une boîte de nuit dans laquelle viennent quotidiennement danser et boire les habitants de ce quartier populaire considéré comme risqué à la nuit tombée. C'est ici qu'un soir par semaine des sessions de sensibilisation et de prévention sur les maladies transmissibles et le Sida sont organisées auprès de jeunes femmes prostituées. On est loin du centre ville et des bars fréquentés par les expatriés. Les préservatifs posés sur la table semblent avoir du succès, tout comme les démonstrations pour expliquer comment les utiliser sur un sexe en bois posé à côté des bières. Les discussions individuelles s'engagent aussi. Mais ce soir, il pleut averse. Pas facile de convaincre les filles de rester assises. Il y a affluence dans la salle. Les clients potentiels sont nombreux. Certains viennent se joindre aux discussions et repartent danser en

titubant. Il n'est que 20h30 et la nuit sera longue. Nous laissons les volontaires à leur travail : notre présence pourrait devenir gênante. Quand nous quittons les lieux, l'orage s'abat sur Goma. Devant nous, la route défoncée se transforme en torrent de boue.

Des violences sexuelles banalisées

- 11 Nous rencontrerons aussi les volontaires d'une association congolaise, IFEDI (Initiative des Femmes pour le Développement Intégral), qui travaille auprès des « motards taxi » de Goma. Le long d'une des artères de la ville, on reconnaît bien vite le lieu de notre rendez-vous par le regroupement de motos taxi garées devant un restaurant. C'est dans cet endroit, réduit d'une seule pièce dans laquelle sont installées deux ou trois tables tout au plus, que se retrouvent pour déjeuner les chauffeurs de ces motos que tout le monde emprunte à Goma. De loin le moyen de transport le plus commode. Il y en aurait 5 000 sur toute l'agglomération.
- 12 Dans le repère des chauffeurs, l'association dispense des sessions de sensibilisation sur les violences faites aux femmes et la prévention du VIH. Entre deux bouchées, alors que les motards entrent et sortent sans discontinuer, les discussions sont vives et intenses, et les avis contradictoires. Ce sont en majorité des jeunes hommes peu éduqués, assez rustres, parfois des anciens soldats. Si l'association a décidé de lancer ces actions auprès d'eux, c'est qu'ils seraient souvent à l'origine de violences directes contre les passagères qu'ils transportent de jour comme de nuit. « Vous savez, cela arrive souvent que nous ne soyons pas payés... Alors on s'arrange avec les filles que l'on transporte... » Oui, le sexe peut être utilisé comme mode de rémunération.
- 13 Les hommes réunis autour de la table parlent de la difficulté de vivre à Goma, des conditions de pauvreté dans lesquelles leurs familles vivent. La violence est partout, au point qu'ils semblent s'y habituer. La plupart ne paraît pas comprendre ce que veut dire l'assistant social quand il parle de « relations sexuelles non consenties », quand il fait maladroitement référence à la loi en expliquant qu'avoir une relation sexuelle avec une fille sous la contrainte est un viol. La discussion s'anime, les représentations culturelles sur les femmes et le sexe sont bien ancrées. « Mais on est aussi victimes des violences sexuelles. Une fille qui tombe enceinte et ne veut pas l'avouer à ses parents va dire qu'elle a été violée. Ma petite sœur, elle n'a même pas 14 ans et elle est tombée enceinte ! ». Un autre garçon prend la parole froidement : « Y'a une fille qui a été tuée dans le quartier. Elle s'est battue pour ne pas être violée. Elle a tout fait et elle était forte. Ben, elle a été tuée. Si elle avait accepté, elle serait toujours vivante... Elle avait le choix ». Un voisin explique à son tour que les femmes plus âgées sont plus fortes et que les plus jeunes résistent moins..., etc. Les commentaires des uns et des autres disent tous que les violences sexuelles sont simplement courantes à Goma. Les volontaires - un jeune homme, lui-même motard, et une femme, assistante sociale - se relaient plusieurs fois par semaine pour tenter de changer les perceptions et faire évoluer les comportements de cette communauté à risque à plus d'un titre... Après la session de prévention et d'information, plus d'une heure éprouvante, on prend conscience de la difficulté de la tâche.

Les mineurs en première ligne

- 14 Un peu plus tard, dans un hôtel de Goma, des conseillères psychosociales et des représentants d'ONG locales suivent une formation organisée par Médecins du Monde sur l'évaluation et le suivi de projets. Nous recevons alors un éclairage intéressant sur les violences faites aux femmes. Nathalie, la conseillère de l'association EVA (Esperance après Violence et Abandon), parle de ces femmes violentées dans le cadre familial. « Dans la zone de Lubero et de Beni, le Grand Nord, il existe toujours des violences et des viols commis par des bandes armées et les soldats. Mais parmi les femmes que je conseille, 70% des agresseurs sont des civils, voire des proches ». Elle poursuit : « On a plusieurs problèmes. En particulier, celui des enfants auteurs des violences et des viols. Au tribunal de Paix, le président qui juge les plaintes constate que 60% des cas de violences sexuelles sont commis par des mineurs. Comme il n'existe pas de centre de rééducation, les enfants sont remis à la communauté. Les tensions sont fortes car ils continuent de vivre à côté de leurs victimes. En matière d'accompagnement psychosocial, les femmes violentées ont le sentiment que la protection de violeurs est plus importante que la leur ». Chantal, une conseillère du réseau Caritas, complète : « Le taux élevé de victimes est lié aussi au processus de démobilisation des différents groupes armés. Il est imparfait. Les jeunes miliciens sont rapidement replacés dans les communautés. Leur réinsertion est difficile ». Cette fois-ci, c'est Manuel, de l'association GHOVODI (Groupe des Hommes Voués au Développement Inter Communautaire) qui s'exprime : « Les enfants nés du viol sont de plus en plus nombreux. Ils n'ont pas de père connu, sont stigmatisés par la communauté et souvent rejetés par leur mère. Quand ils ne sont pas recrutés par les groupes armés. Dans la région où nous intervenons (Massissi, Rutshuru), nous en avons identifié plus de cent. Faute d'encadrement, ils sont eux aussi source de désordres ». Afin de réduire l'impact de cette délinquance, des écoles ont été mises en place regroupant aussi des enfants orphelins de la guerre ou du Sida. « Depuis Septembre, 240 enfants répartis dans six classes entre la première et la quatrième année y sont intégrés » dit-il fièrement. Pour aider les victimes, il tente aussi de mettre en place des maisons d'écoute dans lesquelles les 39 conseillères de l'association, toutes bénévoles, essayent de réduire les souffrances. « Nous avons mis en place des champs communautaires, où les femmes travaillent ensemble pour éviter d'être isolées et violées en se rendant au champ », conclue-t-il.
- 15 Nathalie, de l'association EVA, reprend la parole : « Le travail que nous tentons de faire nous expose beaucoup. Les victimes ont peur des représailles, comme nous d'ailleurs ». L'impunité ici semble être la règle. Elle poursuit : « Les femmes ici ont toujours été discriminées. Mais avec la guerre et la pauvreté, nous avons été confrontés à une épidémie de viols de la part de tous les groupes armés, congolais et étrangers. Les nouvelles lois sur les violences sexuelles ont été aussi un facteur de dénonciation supplémentaire de pratiques dont on n'osait pas parler. Dans tous les cas, les familles ont été insécurisées avec leurs déplacements successifs. Et les violences intrafamiliales ne font que croître ». Elle termine de façon très critique : « Les bailleurs se sont mobilisés pour venir en aide aux victimes de viols dans les Kivu ; mais, nous, nous n'avons rien vu de tout cela. On nous demande de collecter des données, on les compile, puis les Nations unies publient des rapports, comme si les chiffres se suffisaient à eux-mêmes. Mais on oublie les êtres humains qui sont derrière ». Elle semble vouloir dire

que ce dont elle a besoin, c'est d'être juste considérée comme un acteur compétent et crédible, au même titre que les représentants des ONG internationales « qui eux, ne font que passer ici ».

- 16 Il ne fait aucun doute qu'il faut renforcer le soutien apporté aux acteurs de la société civile dans l'Est du Congo. Les plateformes d'échange mises en place avec l'aide Médecins du Monde entre les acteurs de la lutte contre le Sida et contre les violences faites aux femmes sont un des signes encourageants allant dans le bon sens. Même si cela prendra du temps, faute de financements de la part des principaux bailleurs. Mais cela répond à une demande précise de la part de représentants des associations congolaises, pour envisager des actions communautaires durables et penser l'avenir sans dépendance et en toute dignité.
- 17 1. Le taux de prévalence officiel en RDC est de 4%.

NOTES

2. Pour plus d'informations : www.theglobalfund.org
-

RÉSUMÉS

En octobre 2010, Pierre Salignon, directeur général à l'action humanitaire de Médecins du Monde, s'est rendu dans la partie orientale de l'ex-Zaïre. Une véritable plongée au cœur d'une société civile locale qui n'a pas attendu les organisations internationales pour être active. Il en revient conforté dans cette conviction que ces dernières doivent savoir s'effacer tout en apportant leur soutien à ceux qui se mobilisent pour les problèmes qui les concernent.

INDEX

Mots-clés : Action humanitaire, Médecins du Monde (Mdm), Sida, Viol, Acteur humanitaire

AUTEUR

PIERRE SALIGNON

Pierre Salignon est directeur général à l'action humanitaire de Médecins du Monde